



CDPC
CENTRE DE DROIT
PUBLIC COMPARÉ

CONFÉRENCE

Contrôle de constitutionnalité des lois : une perspective comparée entre le Brésil et la France

Vendredi 11 juin
10 h > 13 h

Centre Panthéon - Salle 4
12 place du Panthéon 75005 Paris
Conférence organisée par Gabriel Marques, professeur

+ D'INFOS centre-droit-public-compare.u-paris2.fr





INTRODUCTION

- La suprématie de la Constitution
- Qui doit protéger la Constitution ? Le débat
- Comment protéger la Constitution ? Modèles

Modèle Diffus: États-Unis, 1803

Modèle Concentré: L'Autriche, 1920

LA FRANCE ET LA CONSTITUTION DE 1958

Le Conseil Constitutionnel

- Histoire
- Organisation
- Rôles



LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Histoire

- 1958: Création
- 1971: Décision n° 71-44
- 1974: Réforme de l'accès



LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Organisation

- 9 membres : nommés par $\frac{1}{3}$ via PR, PAN et PS
- Anciens Présidents comme membres
- 9 ans - pas renouvelable



LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Rôles

- Electoral
- Contrôle préventif*
- Contrôle répressif et la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC)





LA QPC ET SES DIX ANS (2010-)

1. De quoi s'agit-il ?
2. Qui peut utiliser la QPC ?

ARTICLE 61-1.

Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se prononce dans un délai déterminé.

Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

LA QPC ET SES DIX ANS (2010-)

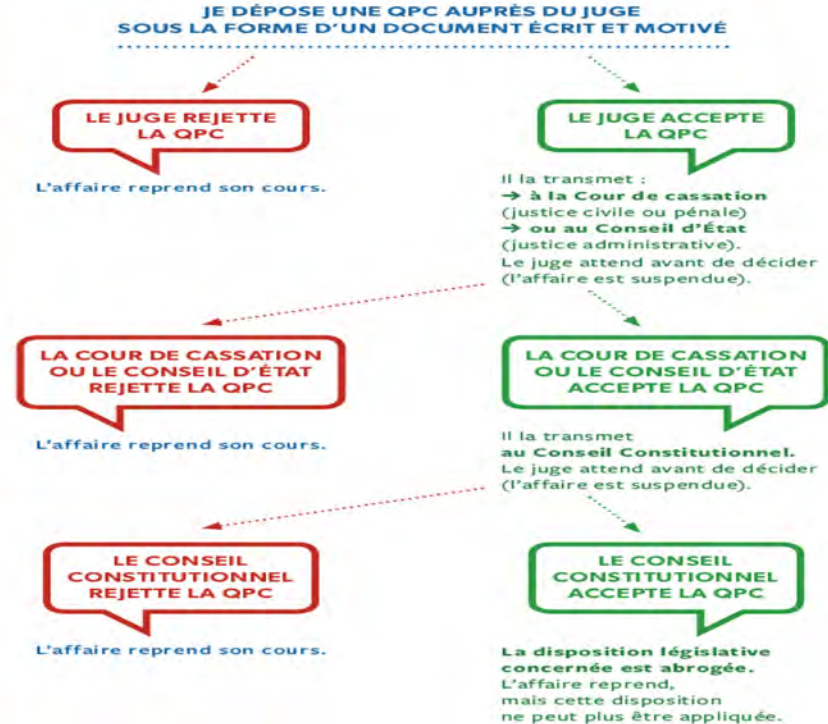
3. Comment elle fonctionne ?

(SOURCE: <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F21088>)

***CURIOSITÉ** : La QPC représente aujourd'hui environ 80% du travail du Conseil Constitutionnel, selon Laurent FABIUS, Président du Conseil

Dépôt d'une question prioritaire de constitutionalité (QPC)

Lors d'un procès devant une juridiction administrative ou judiciaire, si vous estimez qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution, vous pouvez la contester en posant une «question prioritaire de constitutionnalité» (QPC).





LA QPC ET SES DIX ANS (2010-)

4. Quels sont les résultats ?

5. Un exemple de QPC

- **Décision n° 2021-817 DC du 20 mai 2021 (Loi pour une sécurité globale)**

ARTICLE 62.

Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61 ne peut être promulguée ni mise en application. Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est abrogée à compter de la publication de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une date ultérieure fixée par cette décision. Le Conseil constitutionnel détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause. Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.



LE BRÉSIL ET SA CONSTITUTION DE 1988

Supremo Tribunal Federal

- Histoire
- Organisation
- Rôles



Photo: Rosinei Coutinho SCO/STF (7/11/19)



SUPREMO TRIBUNAL FEDERAL

Histoire

- 1891 : Création
- 1988 : Nouvelle
Constitution
- 2004 : Pouvoir



Photo: Rosinei Coutinho SCO/STF (7/11/19)

SUPREMO TRIBUNAL FEDERAL

Organisation

- 11 Membres : Nommés par le Président de la République
- Sans mandat / retraite obligatoire avec 75 ans
- “Contrôle” du Sénat



Photo: Rosinei Coutinho SCO/STF (7/11/19)

SUPREMO TRIBUNAL FEDERAL

Rôles

- “Supremocracia” (Vieira)
- Plus de 20 compétences
- Fonctions multiples :
Contrôle préventif / répressif
de Constitutionnalité



Photo: Rosinei Coutinho SCO/STF (7/11/19)

SUPREMO TRIBUNAL FEDERAL

Défis pendant la pandémie

Le STF au Brésil a un rôle
important face au pouvoir
exécutif brésilien par rapport
au COVID-19



Photo: Rosinei Coutinho SCO/STF (7/11/19)

Une Perspective Comparée : France et Brésil

FRANCE - Constitution de 1958	BRÉSIL - Constitution de 1988
Conseil Constitutionnel (Création : 1958)	Supremo Tribunal Federal (Création : 1891)
9 Membres, Nommés par $\frac{1}{3}$ (PR, PAN, PS) et anciens Présidents de la République	11 Membres, Nommés par le Président de la République; "contrôle" du Sénat
Mandat : 9 ans, non renouvelable	Sans mandat ; retraite obligatoire = 75 ans
Fonctions : électoral ; contrôle préventif ; contrôle répressif et la QPC	Fonctions : plus de 20 compétences ; contrôle préventif ; contrôle répressif ; "supremocracia" (Vieira)

Quelques Suggestions pour améliorer le Contrôle Brésilien : **Simplicité et Organisation**



Mestre e doutor em Direito do Estado propõe Cadastro Nacional de Decisões de Inconstitucionalidade

Gabriel Dias Marques da Cruz participou do projeto "Sextas Inteligentes", no STF.

11/05/2021 21h09 - Atualizado há

UN PROBLÈME AU BRÉSIL : L'EXCÈS !

- Contrôle préventif
- Contrôle répressif
- Contrôle diffus
- Contrôle concentré
- Politique et juridique



Photo: Rosinei Coutinho SCO/STF (7/11/19)

UNE SUGGESTION :

La Création d'un
Enregistrement National des
Décisions
d'Inconstitutionnalité

- Une création simple
- Meilleure organisation du modèle
- Une Constitution plus protégée



Photo: Rosinei Coutinho SCO/STF (7/11/19)

Merci et Obrigado!

Gabriel Marques

Professeur

Université Fédérale de

Bahia

 cole Baiana de Droit

gabriel_dmc@yahoo.com.br

www.gpcc.ufba.br

